

ARRÊTÉ N° 452 / 2013

Règlementant temporairement la circulation sur la RT1, de la Mairie à l'Uranie.

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE FAA'A

- Vu** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu** la loi n°71-1028 du 24 décembre 1971 modifiée relative à la création et à l'organisation dans le territoire de la Polynésie française promulguée par arrêté n°31/AA du 6 janvier 1972 ;
- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2212-2 relatif aux pouvoirs de police du maire ;
- Vu** l'ordonnance n°2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- Vu** le décret n° 2008-1020 du 22 septembre 2008 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- Vu** l'arrêté n° 173/AA du 30 janvier 1965 instituant deux communes ayant respectivement pour chef-lieu PIRAE et FAA'A et étendant à ces communes toutes les dispositions applicables à celles de PAPEETE et d'UTUROA conformément à l'article 58 du décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 ;
- Vu** la demande en date du 6 mars 2013 du Tavini Huiraaatira no te ao Maohi en vue d'organiser une marche populaire ;
- Considérant** la nécessité de mettre en place des mesures de police afin de garantir la sécurité des participants durant la marche ;

ARRETE

- Article 1^{er}** : La circulation routière sur la RT1, de la Mairie à l'Uranie, sera canalisée le samedi 9 mars 2013 de 7h00 à 11h00, pour permettre le bon déroulement de la marche populaire, organisée par le Tavini Huiraaatira no te ao Maohi. A ce titre, un dispositif de sécurité sera mis en place par la Police municipale en collaboration avec la gendarmerie de Faa'a.
- Article 2** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de 3 mois à compter de son affichage.
- Article 3** : Le Directeur de la Sécurité Publique et du Citoyen, le Chef de la Police municipale de la Commune de Faa'a et le Commandant de la gendarmerie de Faa'a, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Vu et transmis pour exécution :

Le Directeur Général des Services

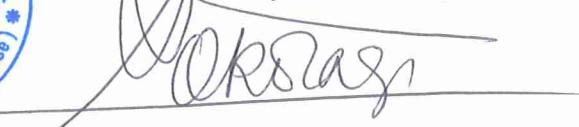

Yannina CROLAS



Faa'a, le

08 MARS 2013

Par déléation,
Le Premier Adjoint au Maire,


Désiré TOKORAGI